COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CIAS DE GRAND-LAC

Du 27 mars 2025 à 18h00

Salle du Conseil de Grand Lac,
1500 Boulevard Lepic, 73100 Aix les Bains

PRÉSENTS :

1. Marie-Claire BARBIER
2. Brigitte BARLET
3. Danièle BEAUX-SPEYSER
4. Renaud BERETTI
5. Mariétou CAMPANELLA
6. Claire COCHET
7. Jacques CONVERT
8. Gérard DILLENSCHNEIDER
9. David GAILLARD
10. Bernard GELLOZ
11. Alain HOTIER
12. Myriam MONANGE
13. Christian MOUNIER
14. Colette PIGNIER
15. Edouard SIMONIAN
16. Jean-Marc VIAL
17. Guy WARIN

ABSENTS EXCUSÉS :

1. Michelle BRAUER	Pouvoir donné à Danièle BEAUX-SPEYSER
2. Marina FERRARI	
3. Nathalie GAMAIN	
4. Pascale GLOUANNEC	Pouvoir donné à Myriam MONANGE
5. André GRANGER	
6. Antoine HUYNH	Pouvoir donné à Bernard GELLOZ
7. Agron KALLABA	
8. Julie NOVELLI	

Autres présents non-votants pour l'ensemble de la séance :

Marie RENAUD
Muriel BORRELY-DUBINI
Olivier VERDENAL
Aurore FRAISSE

Directrice du CIAS Grand Lac
Assistante de Direction du CIAS Grand Lac
Directeur financier
Chargée de mission budgétaire CIAS

L'assemblée s'est réunie sur convocation du 14 mars 2025, transmise dans les conditions prévues par les articles L2121-10 et L.2122-8 du code général des collectivités territoriales, à laquelle était joint un dossier de travail comprenant l'ordre du jour et les projets de délibérations, avec leurs annexes.

Le quorum est atteint en début de séance : la séance est ouverte avec 14 présents et 3 pouvoirs.

La séance débute à 18H09

Monsieur le Président débute le Conseil d'administration en excusant les élus qui n'ont pas pu être présents.

Gérard Dillenschneider est désigné secrétaire de séance.

ADMINISTRATION GENERALE

DELIBERATION 1 : DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, désigne Gérard DILLENSCHNEIDER en tant que secrétaire de séance, à l'unanimité.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 30 JANVIER 2025

Le Conseil d'administration approuve à l'unanimité le compte-rendu du Conseil d'administration du 30 janvier 2025.

Arrivée de Mariétou CAMPANELLA à 18h11

DELIBERATION 2 : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA CARSAT RHONE-ALPES POUR LA LOCATION DU MINIBUS PMR DU SERVICE ACCORD'AGE

Monsieur le Président rappelle que le service Accord'Age assure le transport des aînés depuis leur domicile à l'aide d'un minibus 9 places loué à un prestataire. A disposition depuis 7 ans, le précédent véhicule ne disposait pas de tous les équipements requis pour ce public et son contrat de location ne pouvait plus être prolongé. A la faveur d'un marché public attribué à la société HANDYNAMIC, un minibus neuf a été livré en janvier 2025.

Par le biais de subventions ponctuelles, la Carsat Rhône-Alpes vient en soutien aux services de transport accompagné pour les personnes âgées. A ce titre, il est proposé au Conseil d'Administration de déposer une demande de subvention pour la première année de location du minibus du service Accord'Age, à hauteur de 50 % du coût de location, soit 5 820 € TTC.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve la délibération à l'unanimité.

FINANCES

Arrivée de Marie-Claire BARBIER à 18h20

DELIBERATION 3 A DELIBERATION 27 :

Monsieur le Président donne la parole à Monsieur Olivier Verdenal, directeur financier et, Madame Aurore Fraisse, chargée de mission budgétaire du CIAS Grand Lac pour la présentation des délibérations relatives aux finances (Cf PowerPoint).

Il a été procédé aux votes des délibérations dans l'ordre suivant :

● Comptes de gestion 2024 :

- Délibération 5 : Approbation du compte de gestion 2024 du budget annexe du Service d'Aide à Domicile
- Délibérations 8 : Approbation du compte de gestion 2024- Budget annexe du Service de Soins Infirmiers à domicile
- Délibération 11 : Approbation du compte de gestion 2024 - Budget annexe de l'EHPAD les Fontanettes
- Délibération 14 : Approbation du compte de gestion 2024 - Budget annexe de l'EHPAD les Grillons
- Délibération 17 : Approbation du compte de gestion 2024 - Budget annexe de la Résidence Autonomie l'Orée du Bois

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve les délibérations à l'unanimité.

● Comptes administratifs, et les états de réalisation des Recettes et Dépenses 2024 :

Monsieur le Président est sorti car il ne peut pas prendre part au vote des délibérations des Comptes administratifs.

- Délibération 3 : Approbation du compte financier unique 2024 – Budget principal du CIAS
- Délibération 6 : Compte administratif 2024 du budget annexe du Service d'Aide à Domicile
- Délibération 9 : Etat de Réalisation des Recettes et des Dépenses 2024 du budget annexe du Service de Soins Infirmiers à Domicile

- Délibération 12 : Etat de réalisation des Recettes et des Dépenses 2024 du budget annexe de l'EHPAD les Fontanettes
- Délibération 15 : Etat de Réalisation des Recettes et des Dépenses 2024 du budget annexe de l'EHPAD les Grillons
- Délibération 18 : Etat de Réalisation des Recettes et des Dépenses 2024 du budget annexe de la Résidence Autonomie l'Orée du Bois

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve les délibérations à l'unanimité.

- Délibération 4 : Affectation des résultats 2024 du budget principal du CIAS Grand Lac
- Délibération 7 : Affectation des résultats 2024 du budget annexe du Service d'Aide à Domicile
- Délibération 10 : Affectation des résultats de l'Etat de Réalisation des Recettes et des Dépenses 2024 du budget annexe du Service de Soins Infirmiers à Domicile
- Délibération 13 : Affectation des résultats de l'Etat de Réalisation des Recettes et des Dépenses 2024 du budget annexe de l'EHPAD les Fontanettes
- Délibération 16 : Affectation des Résultats de l'Etat de Réalisation des Recettes et des Dépenses 2024 du budget annexe de l'EHPAD les Grillons
- Délibération 19 : Affectation des résultats de l'Etat de Réalisation des Recettes et des Dépenses 2024 du budget annexe de la Résidence Autonomie l'Orée du Bois

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve les délibérations à l'unanimité.

L'élaboration du budget primitif 2025 fait suite au Débat d'Orientaion Budgétaire (DOB) qui a été présenté au conseil d'administration du 30 janvier 2025.

Le projet de budget a été soumis à l'avis de la commission des finances du 13 mars 2025 avant le vote par le conseil d'administration.

● **Budget 2025 :**

- Délibération 20 : Budget principal du CIAS Grand Lac - Vote du budget primitif 2025
- Délibération 21 : Budget annexe du Service d'Aide à Domicile - Vote du budget Primitif 2025
- Délibération 22 : Budget annexe du Service de Soins Infirmiers à Domicile - Vote de l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses 2025
- Délibération 23 : Budget annexe de l'EHPAD les Fontanettes-Provision aux dépréciations des actifs circulants

- Délibération 24 : Budget annexe de l'EHPAD les Fontanettes- Vote de l'Etat Prévisionnel des recettes et des dépenses 2025
- Délibération 25 : Budget annexe de l'EHPAD les Grillons – Provision aux dépréciations des actifs circulants
- Délibération 26 : Budget annexe de l'EHPAD les Grillons - Vote de l'Etat Prévisionnel des recettes et des dépenses 2025
- Délibération 27 : Budget annexe de la Résidence Autonomie l'Orée du Bois-Vote de l'Etat Prévisionnel des recettes et des dépenses 2025

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve les délibérations à l'unanimité.

Débats :

Renaud BERRETI remercie les services pour le travail réalisé sur le budget 2025. Il met en perspective le dynamisme de ce budget avec la fin du mandat.

Renaud BERETTI souhaite rappeler que depuis le 30 janvier 2025, un contrôle de la Cour des comptes a commencé et qu'un premier rapport contradictoire est envisagé avant l'été.

COMMANDE PUBLIQUE

Départ d'Edouard SIMONIAN à 18h59

DELIBERATION 28 : MARCHÉ N°21/012 LIVRAISON DE REPAS PAR LE SERVICE DE PORTAGE DE REPAS A DOMICILE – AVENANT N°2 DE MODIFICATION DU BORDEREAU DES PRIX UNIQUES DU LOT N°1

Monsieur le Président rappelle que le CIAS Grand Lac a confié à l'entreprise adaptée Le Chantemerle de l'association les Papillons d'Aix la fourniture des repas du lot n°1 de son service de portage de repas, au moyen d'un marché à bons de commande, en procédure adaptée.

Le prestataire fournit des repas en texture modifiée, moulignée ou mixée, qui permettent de répondre à la demande de bénéficiaires rencontrant des difficultés de mastication et/ou de déglutition.

Afin de compléter cette offre, il est proposé aux bénéficiaires qui le souhaitent de remplacer la demi-baguette artisanale par un sachet de pain de mie, livré en début de semaine pour la semaine complète.

Pour permettre cette adaptation à la perte d'autonomie d'une partie des bénéficiaires, le bordereau des prix uniques doit être modifié en conséquence.

Cette modification est sans impact sur les montants du marché car il a été passé sans maximum, ni minimum, mais également pour les raisons techniques suivantes :

- L'avenant n'occasionne pas de hausse tarifaire de la formule « repas + demi-baguette ».
- le CIAS commandera un nombre de pains et un nombre de pains de mie différents de celui des repas. Mais le prix d'un sachet de pain de mie correspond à celui de 5 demi-baguettes, ce qui est compensé par un nombre moyen de repas par bénéficiaire de 5 repas par semaine.

La grille tarifaire appliquée aux bénéficiaires est inchangée.

Il est proposé au Conseil d'Administration de prévoir un avenant au marché pour adapter plus complètement l'offre de repas à la perte d'autonomie des bénéficiaires.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve la délibération à l'unanimité.

DELIBERATION 29 : ATTRIBUTION DU MARCHE N°24061 LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES FRIGORIFIQUES

Monsieur le Président rappelle que le service de portage de repas loue 5 véhicules frigorifiques pour la réalisation de ses tournées. A cette fin, le CIAS recourt à un marché de fourniture qui arrive à échéance en septembre 2025.

Un nouvel appel d'offres ouvert a été publié le 13 janvier 2025 au JOUE et BOAMP.

Les critères de jugement des offres sont : 60 % : prix
40 % : valeur technique

Le marché sera conclu pour une durée de 60 mois à partir de la date de livraison des véhicules.

Dans un contexte de forte volatilité des prix du marché international de l'automobile, l'estimation de la location annuelle pour les 5 véhicules était de 260 000 € TTC

Le registre des dépôts a mentionné 2 offres reçues dans les délais.

Au vu des critères d'attribution, la Commission d'Appel d'Offre réunie le 11 mars 2025 à 17h00 propose de retenir le groupement Fraikin Assets / Fraikin Chambéry.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve la délibération à l'unanimité.

RESSOURCES HUMAINES

DELIBERATION 30 : MANDATEMENT DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SAVOIE EN VUE DE LA SOUSCRIPTION D'UN CONTRAT D'ASSURANCE GROUPE POUR LA COUVERTURE DES RISQUES STATUTAIRES

Monsieur le Président expose à l'Assemblée que depuis 2017, la collectivité a souscrit au contrat d'assurance groupe pour la couverture des risques statutaires proposé par le Centre de Gestion de la Savoie

Monsieur le Président expose que l'application du régime de protection sociale des agents territoriaux implique pour notre établissement des charges financières, par nature imprévisibles, et que pour se prémunir contre ces risques, il est possible de souscrire un contrat d'assurance,

Par courrier du 7 janvier 2025, le Cdg73 propose de souscrire, à compter du 1er janvier 2026, un contrat d'assurance commun aux collectivités et aux établissements publics qui en feront la demande pour couvrir les risques financiers liés à l'indisponibilité physique des agents territoriaux relevant de la C.N.R.A.C.L. (maladie, accident de service, maternité, etc...). Les contrats d'assurance proposés par les centres de gestion sont communément appelés « contrats d'assurance groupe », le groupe ainsi constitué permettant d'obtenir auprès des compagnies d'assurance, du fait de la mutualisation, des taux plus intéressants que ceux pouvant être négociés isolément par chaque employeur public et des garanties plus sécurisées,

Il précise que pour pouvoir éventuellement adhérer au contrat dans le cadre de cette procédure, il convient de demander au Cdg73 de mener cette procédure de marché pour le compte de notre établissement, et précise que, si au terme de la consultation menée par le Cdg73, les conditions financières obtenues ne sont pas satisfaisantes, le CIAS Grand Lac conservera la faculté de ne pas adhérer au contrat,

Une telle procédure a été précédemment engagée par le CIAS Grand Lac avec le Centre de Gestion en 2021. Elle avait abouti à l'adhésion au 1^{er} janvier 2022 par le CIAS Grand Lac au contrat groupe pour le risque statutaire concernant le versement du capital décès ainsi que la prise en charge des frais médicaux engagés dans le cadre d'un accident de service ainsi que le remboursement des indemnités journalières en cas d'accident de service d'une durée supérieure à 30 jours et en cas de congé de longue durée et de longue maladie d'une durée supérieure à 90 jours.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve la délibération à l'unanimité.

DELIBERATION 31 : PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – MANDATEMENT DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA SAVOIE AFIN DE CONCLURE UNE CONVENTION DE PARTICIPATION SUR LE RISQUE « SANTE »

Monsieur le Président expose que l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique vient renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant notamment, à compter du 1er janvier 2026, en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurance (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

Il précise que l'adhésion à une protection sociale complémentaire est facultative pour les agents.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, prévoit une participation mensuelle minimale des employeurs territoriaux au financement, pour chaque agent, des garanties de protection sociale complémentaire au titre des risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, désignés sous la dénomination de risque « Santé ».

Il précise que la complémentaire santé recouvre les frais de soins de santé, non couverts ou partiellement couverts, par la Sécurité Sociale, tels que l'achat de médicaments, les frais d'optique, l'aide auditive, le forfait journalier et les frais dentaires.

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que la collectivité participe déjà à la protection santé des agents en versant une participation aux agents ayant une mutuelle labélisée. Il précise que le décret est venu encadrer la participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à ce financement et précise que cette participation ne peut être inférieure à 15 euros par agent.

Le montant accordé par l'établissement pourra être modulé selon le revenu ou la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social.

Monsieur le Président précise qu'en application de l'article L 827-7 du Code général de la fonction publique, les centres de gestion ont l'obligation de conclure « *des conventions de participation avec les organismes mentionnés à l'article L. 827-5 dans les conditions prévues à l'article L. 827-4.* ». La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire.

Le Centre de gestion de la Savoie (Cdg73) a lancé, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure de mise en concurrence afin de choisir un organisme compétent et de conclure avec celui-ci, à compter du 1er janvier 2026 et pour une durée de 6 ans, une convention de participation sur le risque « Santé ».

Monsieur le Président propose à l'organe délibérant de mandater le Cdg73 à cet effet afin qu'il conduise la procédure. Il précise que l'adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le Cdg73 par délibération, étant précisé qu'après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, l'établissement aura la faculté de ne pas adhérer à la convention de participation souscrite par le Cdg73.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve la délibération à l'unanimité.

DELIBERATION 32 : INDEMNISATION DU TRAVAIL DE NUIT POUR CERTAINS CADRES D'EMPLOIS DE LA FILIERE MEDICO-SOCIALE

Monsieur le Président informe l'assemblée que conformément à l'article 2 du décret n°91-875 du 6 septembre 1991, il appartient au conseil d'administration de fixer dans les limites prévues

par la réglementation en vigueur, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel du CIAS.

Monsieur le Président précise que le décret n°2023-1238 du 22 décembre 2023 relatif à l'indemnisation du travail de nuit dans la fonction publique hospitalière a abrogé le décret n°88-1084 du 30 novembre 1988 relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration pour travail intensif.

Il convient donc de préciser les points suivants dans le cadre du versement de l'indemnité horaire pour travail normal de nuit.

- **BENEFICIAIRES :**

L'indemnité horaire pour travail de nuit peut être attribuée :

- aux agents titulaires ou stagiaires,
- aux agents contractuels,
- aux agents employés à temps partiel ou à temps non-complet,

Qui relèvent du cadre d'emplois des :

- Sage-femmes territoriales ;
- Puéricultrices cadres territoriaux de santé ;
- Cadres territoriaux de santé infirmiers et techniciens paramédicaux ;
- Cadres territoriaux de santé paramédicaux ;
- Puéricultrices territoriales ;
- Infirmiers territoriaux en soins généraux ;
- Infirmiers territoriaux ;
- Aides-soignants ;
- Auxiliaires de puériculture territoriaux ;
- Auxiliaires de soins territoriaux ;
- Techniciens paramédicaux territoriaux.

- **CONDITIONS D'OCTROI :**

Les agents bénéficient de l'indemnité du travail de nuit s'ils accomplissent un service normal entre 21 heures et 6 heures, dans le cadre de la durée réglementaire hebdomadaire du travail.

- **MONTANT :**

Le montant de l'indemnité de travail de nuit est fixé conformément à la réglementation en vigueur.

Toute modification du calcul de cette indemnité sera appliquée de manière automatique aux agents en bénéficiant.

- **MODALITES DE CALCUL :**

Pour les fonctionnaires des cadres d'emplois de la filière médico-sociale précités, le montant de l'indemnité du travail de nuit est égal à 25 % de la somme du traitement indiciaire brut et, le cas échéant, de l'indemnité de résidence, pris en compte pour leur valeur annualisée applicable à chaque agent au moment de l'exécution des travaux de nuit, divisée par 1 820, à l'exclusion de tout autre élément de rémunération.

Pour les agents contractuels exerçant des fonctions relevant des cadres d'emplois de la filière médico-sociale précités, le montant de l'indemnisation est calculé dans les conditions fixées à l'alinéa précédent. L'assiette prise en compte pour ce calcul est constituée de la rémunération prévue à l'article 1-2 du décret du 6 février 1991 susvisé et de l'indemnité de résidence, à l'exclusion de toute autre prime ou indemnité.

- **CUMUL :**

Cette indemnité est non cumulable avec les indemnités pour travaux supplémentaires ou tout autre avantage versé au titre des permanences de nuit.

Monsieur le Président précise que, en application de la réglementation en vigueur, les montants seront versés à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve la délibération à l'unanimité.

DELIBERATION 33 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS AU 1^{ER} AVRIL 2025

Monsieur le Président rappelle qu'il appartient au Conseil d'Administration de fixer les effectifs des emplois permanents nécessaires au fonctionnement des services. Il présente la modification de poste suivante.

EHPAD Les Fontanettes :

En raison de l'agrandissement de l'EHPAD avec la création de 4 chambres supplémentaires, il convient de créer des postes d'aide-soignant relevant du cadre d'emploi des aides-soignants, pour assurer la prise en charge des nouveaux résidents.

Monsieur le Président apporte les précisions suivantes en application de l'article L. 313-1 du Code général de la Fonction publique :

- Sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté, si les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient, l'emploi précité pourra être pourvu par un agent non titulaire en vertu d'un contrat à durée déterminée sur le fondement de l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique,

- Les candidats devront justifiés d'un diplôme d'aide-soignant,
- L'agent non titulaire sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade des aides-soignants territoriaux (catégorie B).

Par ailleurs, sur recommandation de l'ARS, 2 postes d'ASH de jour passent en ASH de nuit afin d'assurer la sécurité des résidents. Les 2 agents en poste de jour passent sur ASH de nuit. Les ASH de nuit effectueront des missions qui sont actuellement réalisées par les ASH de jour, ce qui entraîne une diminution du besoin en ASH de jour.

Ainsi, il convient de créer :

- 1 poste d'ASH de jour relevant du cadre d'emploi des agents sociaux à temps non complet pour 28h par semaine
- 1 poste d'ASH de jour relevant du cadre d'emploi des agents sociaux à temps non complet pour 24h30 par semaine.

Monsieur le Président apporte les précisions suivantes en application de l'article L. 313-1 du Code général de la Fonction publique :

- Sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté, si les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient, l'emploi précité pourra être pourvu par un agent non titulaire en vertu d'un contrat à durée déterminée sur le fondement de l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique,
- Les candidats devront justifiés d'aucun diplôme spécifique
- Les agents non titulaires seront rémunérés par référence à la grille indiciaire afférente au cadre d'emploi des agents sociaux territoriaux (catégorie C).

Résidence autonomie L'Orée du Bois :

Afin de pouvoir assurer l'accompagnement des résidents de la résidence L'Orée du bois, il est prévu de transférer 5h de travail du poste de chauffeur minibus (au sein du service de lutte contre l'isolement) vers le poste d'animation à la résidence autonomie L'Orée du Bois.

Ainsi, il convient d'augmenter la durée de travail du poste d'animation à l'Orée du Bois de 17h30 à 22h30. Le poste a été créé par délibération du 15/11/2023. Le CST a rendu un avis favorable à l'augmentation du temps de travail de ce poste.

Monsieur le Président apporte les précisions suivantes en application de l'article L. 313-1 du Code général de la Fonction publique :

- Sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté, si les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient, l'emploi précité pourra être pourvu par un

agent non titulaire en vertu d'un contrat à durée déterminée sur le fondement de l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique,

- Les candidats devront justifiés d'aucun diplôme spécifique
- L'agent non titulaire sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au cadre d'emploi des adjoints d'animation territoriaux (catégorie C).

Service de la lutte contre l'isolement :

En lien avec l'augmentation du poste d'animation ci-dessus, il est donc acté une diminution du poste de chauffeur minibus au sein du service de lutte contre l'isolement pour passer de 21h à 16 h par semaine.

Monsieur le Président apporte les précisions suivantes en application de l'article L. 313-1 du Code général de la Fonction publique :

- Sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté, si les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient, l'emploi précité pourra être pourvu par un agent non titulaire en vertu d'un contrat à durée déterminée sur le fondement de l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique,
- Les candidats devront justifiés d'aucun diplôme spécifique
- L'agent non titulaire sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au cadre d'emploi des agents sociaux territoriaux (catégorie C).

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, approuve la délibération à l'unanimité.

DIVERS

Danièle BEAUX-SPEYSER souhaite informer les membres du conseil d'administration qu'a eu lieu ce jour à l'EHPAD les Fontanettes, la commission de sécurité et que tout s'est très bien passé. Toutefois, il a été demandé que soient pérennisés les deux postes de veilleurs de nuit après la fin des travaux.

Monsieur le Président indique que la prochaine séance des commissions permanente et finances se tiendra le 15 mai 2025 à 17h00 et la prochaine séance du Conseil d'administration le 22 mai 2025 à 18h00.

La séance est levée 19h10.

**Le Président,
Renaud BERETTI**

**Le secrétaire de séance,
Gérard DILLENSCHNEIDER**